



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2017-613

19/07/2017

Date de mise en application : 19/07/2017

Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 19/07/2017

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 8

Objet : Appel à candidature : 8 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de chargé de projet de recherche en épidémiologie (F/H) (contractuel de catégorie 2 ou titulaire de catégorie A) à Dozulé (14).

Agence de services et de paiements (ASP) :

- 1 poste de Chef du service Audit Interne (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil-sous-Bois (92).

Parcs nationaux :

- 1 poste de délégué territorial Basses Cévennes et chargé de mission Transition énergétique (F/H) (agent contractuel – CDD) au parc national des Cévennes à Florac trois rivières (48).
- 1 poste de responsable des affaires financières (F/H) (CDD Catégorie A / A+) au parc national de la Vanoise à Chambéry (73).
- 1 poste de chef de secteur de Haute Maurienne (F/H) (Catégorie A) au parc national de la Vanoise à Val Cenis – Termignon (73).

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste d'ingénieur(e) Réseau et Systèmes (F/H) (CDD Catégorie A) à Saint-Benoist-Auffargis (78).

Ecole nationale vétérinaire d'Alfort :

- 1 poste de directeur adjoint (F/H) (Catégorie A+) à Maisons-Alfort (94).

Ecole nationale vétérinaire, de l'agroalimentaire et de l'alimentation Nantes-Atlantique (ONIRIS) :

- 1 poste de coordinateur administratif et financier (F/H) au Centre Hospitalier Universitaire Vétérinaire (CHUV) à Nantes (40).

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Poste à pourvoir	Chargé de projet de recherche en épidémiologie (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public (jusqu'au 31/08/2019)
Localisation	Dozulé (14)
Prise de fonction	Septembre 2017
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Pathologie Equine de Dozulé
Unité Epidémiologie et Anatomie Pathologique

Missions / contexte

L'unité Epidémiologie et Anatomie Pathologique (EAP) est l'une des 3 unités scientifiques de l'Anses Laboratoire de Pathologie Equine (LPE) de Dozulé qui partage depuis 2008, avec l'Anses Laboratoire de Santé Animale de Maisons Alfort, le statut de laboratoire européen de référence (LRUE) pour les maladies équine. L'unité EAP est composée de 7 agents et ses missions concernent la surveillance de la mortalité des équidés, la surveillance des maladies équine réglementées, la structuration de la surveillance épidémiologique de la filière équine ainsi que la surveillance de l'antibiorésistance.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité, le chargé de projet de recherche en épidémiologie aura en charge 3 thématiques de l'unité EAP : la surveillance quantitative de la mortalité des équidés, la surveillance des maladies équine réglementées (appui aux Laboratoires Nationaux de référence (LNRs)) et la structuration de la surveillance de la filière équine. Les missions du scientifique concerneront notamment la modélisation spatio-temporelle de la mortalité des équidés dans un objectif de surveillance syndromique, la construction pérenne de liens entre l'unité EAP et les LNRs pour améliorer la surveillance des maladies réglementées et la valorisation combinée des données démographiques et sanitaires équine. Il sera fortement impliqué dans l'animation de ces projets (gestion des relations avec les partenaires scientifiques et professionnels).

A ce titre, l'agent devra :

Activités

- Concevoir, et mettre en place des projets de recherche
- Effectuer l'évaluation de la qualité, le traitement et la valorisation de données
- Définir des cahiers des charges relatifs à des systèmes d'information
- Concevoir, mettre en place et gérer des études d'épidémiologie descriptive
- Contribuer aux investigations de terrain en cas de foyers de maladies réglementées
- Participer à la réalisation et à la valorisation des bilans de situation sanitaire des LNRs
- Assurer l'animation de groupes de travail
- Etre l'interlocuteur avec les parties prenantes (DGAI, IFCE, Respe, SIFCO, ADILVA, Plateforme ESA, organisations vétérinaires, professionnels de la filière, etc)

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Etre mobile et titulaire du permis B

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Vétérinaire avec une formation de niveau bac +5 minimum en épidémiologie, assortie d'une thèse (3^{ème} cycle) serait apprécié. Minimum Bac+3

Expériences similaires

- Une expérience dans le domaine de 3 ans minimum
- Une expérience en traitement de données épidémiologiques est indispensable
- Une expérience de la filière équine est très souhaitable

Compétences

- Maîtrise de l'épidémiologie descriptive et du fonctionnement de la surveillance en santé animale.
- Maîtrise des principaux logiciels de bureautiques, de traitement des données et de statistiques (logiciel R)
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitude organisationnelle
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 3 août 2017

Renseignements sur le poste : Jackie TAPPREST (jackie.tapprest@anses.fr, tel : 02 31 79 79 58)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-083 à :** recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**ASP – Direction Générale – Service d'Audit Interne -
12, rue Henri Rol-Tanguy – 92355 Montreuil-sous-Bois Cedex**

Chef du service Audit Interne (H/F)

N° du poste :	
Catégorie A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 1
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Le poste est à pourvoir au sein du Service d'audit interne. Le service est placé sous l'autorité directe de la Direction générale. L'audit interne de l'établissement réalise des missions d'assurance sur la régularité des processus mis en œuvre au sein de l'établissement pour la gestion des aides communautaires et nationales. Il réalise également des missions conseil sur demande du président directeur général. Le service d'audit d'interne est certifié au référentiel professionnel d'audit interne de l'institut français de l'audit et du contrôle interne depuis janvier 2015.
Objectifs du poste	Le ou la titulaire du poste pilote l'équipe d'audit interne, la mise en œuvre de la stratégie d'audit de l'établissement. Il réalise et coordonne les missions d'audit relevant de son domaine de compétences.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Mettre en œuvre la stratégie d'audit interne : Elaborer et actualiser la charte d'audit, le système de planification des audits et le programme d'assurance et de maintien de la qualité, Veiller au respect des normes professionnelles, Assurer les relations avec les directeurs métiers et directeurs régionaux, l'articulation avec les entités externes (ministère, CGAER, corps de contrôle) et les autres services d'assurance (contrôle interne, SSI, SCEI). Organiser l'activité d'audit interne : Définir et négocier les moyens nécessaires à l'activité d'audit Etablir la programmation et attribuer les missions au sein du service Réaliser le programme d'audit

	Assurer la supervision des missions d'audit Définir les objectifs et réaliser l'évaluation des auditeurs internes Définir les procédures et les schémas d'audit Rendre compte de l'activité et des risques et animer le comité d'audit : Présenter pour examen les documents de référence de l'audit Assurer le reporting et alerter sur les risques décelés Etablir le rapport annuel et en assurer la communication au comité d'audit et au conseil d'administration	
Champ relationnel du poste	Services du siège et Directions régionales Direction de l'ODEADOM, Administration Centrale et services déconcentrés du MAA Corps de contrôles et d'audits internes	
Compétences liées au poste	Savoirs : Connaissance de l'établissement et de ses activités Connaissance approfondie d'un domaine spécifique (métier, organisation/RH, contrôle interne, informatique, juridique...), Connaissance des exigences liées aux fonctions d'audit Maîtriser les procédures contrôlées et se les approprier Maîtrise des outils informatiques Maîtrise des techniques de communication orales et écrites	Savoir-faire : Analyse et négociation Capacité de synthèse et d'analyse Diagnostiquer, rédiger, expertiser Capacité à organiser la mission dans le calendrier défini, discernement, rigueur et pédagogie dans la démarche d'audit, Capacité à rendre compte et à travailler en équipe.
Personnes à contacter	François Progetti, Directeur Général Délégué francois.projetti@asp-public.fr 05 55 12 00 16 Olivier LACOMBE, Directeur des Ressources Humaines olivier.lacombe@asp-public.fr 05 55 12 00 53 Céline GADY, Conseillère mobilité carrière – Tel : 05 55 12 00 56 – celine.gady@asp-public.fr	

Date limite de candidature : 15/08/2017



Appel à candidature
Délégué(e) territorial(e) Basses Cévennes
et chargé(e) de mission Transition énergétique

Statut

Poste de catégorie A à temps partiel de 80% ouvert *prioritairement* aux fonctionnaires.

Détachement ou Contrat à durée déterminée de 3 ans (avec possibilité de reconduction).

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 3 000 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 120 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 111 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère associant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public a élaboré avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans.

L'établissement public compte 78,5 postes (en équivalent temps plein) au 1^{er} janvier 2017.

Par ailleurs, le parc abrite une population de plus de 67 000 habitants. Leur répartition sur les 120 communes est contrastée : zones rurales à faible densité d'une part, secteurs sous influence urbaine d'autre part. Implanté dans une région peu peuplée et soumise pendant plus d'un siècle à un exode intense, le Parc national connaît désormais une dynamique migratoire positive, amorcée dans les années 90.

Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et Sensibilisation.

Il est présent à Florac avec son siège et sur 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le poste de Délégué(e) territorial(e) Basses Cévennes est à pourvoir, avec un rattachement direct à la direction. Il est basé à Génolhac (30).

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique de la directrice, le Délégué territorial Basses Cévennes est affecté à la zone péri-urbaine composée des collectivités adhérentes à la charte du Parc national des Cévennes et membres de la communauté d'agglomération Alès Agglomération, de la communauté de communes Cèze-Cévennes et de la communauté de communes du Pays des Vans en Cévennes.

Il représente la direction de l'établissement public sur son territoire de compétence.

Le **délégué territorial Basses Cévennes** est chargé sur environ 60% de son temps de :

- la représentation institutionnelle de l'établissement sur son territoire de compétences et la relation de coordination étroite et permanente entre l'établissement public et les collectivités territoriales,
- la coordination des actions de l'établissement sur le massif par l'animation de l'équipe de massif concernée, en lien avec le délégué territorial correspondant (Vallées cévenoles ou Mont Lozère), et la bonne circulation des informations en son sein,
- la relation partenariale sur les dossiers du territoire avec les services déconcentrés de l'Etat et les organismes départementaux ou régionaux,
- l'identification des besoins du territoire et le lancement de projets, en apportant une ingénierie de projet et en impulsant les politiques prioritaires de l'établissement en relation avec les chargés de mission concernés,
- l'élaboration, le pilotage et le suivi des conventions d'application de la charte passées avec chaque collectivité,
- l'appui aux collectivités pour leur planification et la conduite de projets transversaux liée à leur adhésion (documents d'urbanisme, réglementation de la publicité, réglementation de la circulation motorisée en milieu naturel, gestion de sites paysagers ou naturels, mise en œuvre des mesures de la charte liées aux engagements collectifs et individuels des communes...).

Il assure également sur 20% de son temps la fonction de **chargé de mission Transition énergétique** en lien avec le chef de service Développement durable. Dans ce cadre, il élabore, organise et anime des programmes destinés à l'ensemble du territoire du Parc national :

- participation à la définition des orientations stratégiques et accompagnement de la mise en œuvre des plans Climat-Air-Energie territoriaux,
- préparation des avis du Parc national conformément aux procédures de consultation définies par les textes réglementaires (SRADDET...) et sur l'articulation des documents de planification (énergie, transport, urbanisme...) avec la charte,
- accompagnement en expertise des collectivités locales dans leurs projets de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables ou de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre,
- participation voire animation de démarches thématiques et sectorielles sur le territoire du Parc national sur :
 - le bois énergie, le solaire, l'éolien...,
 - la mobilité durable,
- recherche de soutiens techniques et financiers (fonds européens, aides régionales, aides ADEME...) permettant leur mise en œuvre effective,
- mise en œuvre de l'accord-cadre conclu avec l'ADEME,
- appui au secrétariat général dans sa démarche de maîtrise des consommations énergétiques (aide à l'optimisation des contrats de fourniture d'énergies, suivi des contrats...) et de plan de déplacement,
- rédaction et suivi de la convention d'application de la Charte avec le conseil départemental du Gard.

Pour toutes ces activités, il peut être amené à encadrer des stagiaires.

Pour mener à bien ses missions, le Délégué territorial Basses Cévennes participe aux comités de direction tous les 15 jours et à tout ou partie des réunions de massif Mont-Lozère (ou Vallées cévenoles, suivant les besoins).

De nombreux déplacements sont à prévoir sur le territoire, à Florac-Trois-Rivières mais aussi à l'échelle de la région.

Compétences recherchées

- Très bonne connaissance du fonctionnement des collectivités territoriales et des politiques d'aménagement du territoire,
- Très bonne connaissance des politiques publiques en matière de transition énergétique,
- Forte sensibilité au développement durable,
- Bonne connaissance du monde rural,
- Excellent relationnel,
- Excellente expression orale, y compris pour de la prise de parole en public,
- Capacité de négociation et d'animation et force de conviction,
- Maîtrise des techniques rédactionnelles,
- Aptitude au travail en équipe et en réseau,
- Compétences en encadrement,
- Esprit d'initiative, sens des responsabilités et de l'intérêt général,
- Sens de la rigueur, de l'organisation,
- Maîtrise des logiciels informatiques courants de bureautique,
- Compétences souhaitées en utilisation de données SIG

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation souhaité

- niveau master minimum
- formation ou expérience requise dans l'animation de projets territoriaux
- formation ou expérience souhaitée dans le domaine de la transition énergétique
- priorité aux agents titulaires de catégorie A de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de détachement ou de mutation
- Permis de conduire B.

Disponibilité

Poste vacant à partir du 1^{er} septembre 2017

Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **avant le 19 août 2017**

- par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC-TROIS-RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.

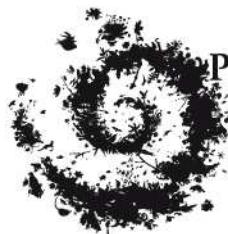
La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner **le vendredi 25 août 2017**.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à :

Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale du Parc national des Cévennes

Tél : 04 66 49 53 28-celine.billault@cevennes-parcnational.fr



Le parc national de la Vanoise recrute un.e responsable des affaires financières

Poste à durée déterminée : 7 mois
à compter de : le plus tôt possible

IDENTIFICATION DU POSTE

<i>Intitulé du poste</i>	Responsable des affaires financières
<i>Nature du poste (administratif, technique)</i>	Administratif Catégorie A / A+ Contrat à durée déterminée débutant le plus tôt possible pour une durée de 7 mois

AFFECTATION, PRESENTATION DU SERVICE

<i>Service d'affectation</i>	Secrétariat général
<i>Contexte</i>	En l'absence de secrétaire général, et dans l'attente d'un recrutement début 2018, afin de maintenir la fonction financière et logistique au niveau requis et tenir les obligations (gestion financière quotidienne, budget rectificatif 2017, préparation budget 2018, clôture des comptes 2017), l'établissement recrute pour une durée de 7 mois maximum un.e responsable des affaires financières, rattaché.e à la directrice.
<i>Mission principale du service</i>	Assurer le pilotage et le suivi de la fonction financière et logistique de l'établissement
<i>Composition du service (effectif)</i>	Le poste intègre le secrétariat général, composé de 10 agents dont en particulier une intendante (chargée notamment des marchés publics), de deux contrôleuses de gestion et de deux adjointes administratives chargées de la comptabilité
<i>Positionnement de l'agent dans l'organigramme du service, (affectation, relations hiérarchiques)</i>	L'agent est placé sous l'autorité de la directrice et a autorité hiérarchique sur les deux contrôleuses de gestion et les deux adjointes administratives chargées de la comptabilité, ainsi que sur l'intendante.
<i>Relations fonctionnelles</i>	Interne : avec l'ensemble des pôles du siège et les 4 secteurs (unités territoriales en Tarentaise et en Maurienne) Externe : avec le ministère chargé de l'écologie, les services du contrôleur budgétaire et financier régional et l'agence comptable Travail en réseau avec l'Agence Française pour la Biodiversité
<i>Affectation territoriale (siège, antenne, secteur...)</i>	Siège de l'établissement à Chambéry
<i>Résidence administrative</i>	Chambéry

MISSIONS ET ACTIVITES



Parc national de la Vanoise

135 rue du docteur Julliard • BP 705 • 73007 Chambéry Cedex

Tél. +33 (0)4 79 62 30 54 • Fax : +33 (0)4 79 96 37 18

www.parcnational-vanoise.fr • accueil@parcnational-vanoise.fr

<i>Définition du poste: (Mission principale, objectifs du poste)</i>	Le responsable des affaires financières est chargé, pour le compte de la directrice, ordonnatrice, d'organiser, coordonner et superviser les affaires financières de l'établissement.
<i>Missions et activités du poste pendant la durée du contrat</i>	Gestion administrative et financière d'un budget d'environ 7 M€ : • Elaboration des documents budgétaires et de l'ensemble des documents d'information liés aux décisions budgétaires : budgets initial 2018 et budget rectificatif 2017, clôture des comptes 2017 • Assistance aux responsables de services dans l'élaboration de programmes d'actions sous leurs aspects budgétaires • Supervision des agents chargés de la saisie comptable, des mandatements et des titres de recettes • Assistance auprès de la directrice pour la préparation des conseils d'administration afin de présenter les documents comptables et budgétaires • Supervision des procédures de marchés publics • Suivi de la commande publique et des conventions, • Suivi de la consommation budgétaire et contrôle de gestion
<i>Intérêt, difficultés, contraintes du poste</i>	• Amplitude de travail parfois importantes • Nouvel outil de GBCP en évolution permanente (AGE)

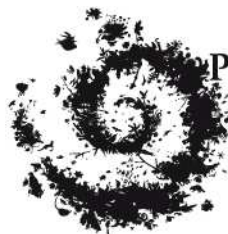
COMPETENCES REQUISES SUR LE POSTE	
<i>Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)</i>	• Droit et procédures budgétaires et financières : niveau expert • Comptabilité publique (GBCP) et logiciels de comptabilité publique : niveau expert • Marchés publics : niveau maîtrise • Connaissances sur l'environnement administratif de l'établissement
<i>Savoir-faire (technique et méthodologique)</i>	• Management et animation d'équipe en période complexe • Conduite de projet • Prise de notes et rédaction de comptes-rendus
<i>Savoir-être (attitudes et comportement attendu)</i>	• Qualités relationnelles d'écoute et de dialogue avec les collaborateurs et les partenaires • Organisation • Ouverture d'esprit • Capacité à gérer l'urgence • Capacité à déléguer • Capacité à rendre compte • Sens du travail en équipe • Respect des règles de confidentialité

Procédure de recrutement	
Contact	Des renseignements peuvent être obtenus auprès la directrice du parc, Eva ALIACAR 04 79 62 30 54
Adresse d'envoi des candidatures	A adresser à l'attention de Mme la directrice du Parc national de la Vanoise : - par voie postale au : 135, rue du docteur Julliand 73000 Chambéry ou - par courriel adressé simultanément à : secretariat@vanoise-parcnational.fr



	eva.aliacar@vanoise-parcnational.fr
Composition du dossier de candidature	Le dossier de candidature comprendra : - lettre de motivation - CV
Délais- calendrier	Les dossiers de candidature doivent être adressés pour le 16 août au plus tard. Les candidats retenus seront convoqués pour des entretiens sous une semaine. La prise de poste est attendue le plus tôt possible.





**Le Parc national de la Vanoise recrute un.e
chef.fe de secteur
Secteur de Haute Maurienne**

Prise de poste : janvier 2018 au plus tard

IDENTIFICATION DU POSTE

<i>Intitulé du poste</i>	Chef.fe de secteur
<i>Nature du poste (administratif, technique)</i>	Agent de catégorie A, ingénieur (titulaire de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale par voie de détachement), ou contractuel de niveau équivalent actuellement en poste dans la fonction publique.

AFFECTATION, PRESENTATION DU SERVICE

<i>Service d'affectation</i>	Secteur de Haute Maurienne. Communes de : Bonneval sur Arc, Bessans, Val Cenis (pour partie : Termignon, Lanslebourg, Lanslevillard)
<i>Mission principale du service</i>	Le secteur correspond à l'unité territoriale de base de gestion du parc national tant pour le cœur que l'aire d'adhésion. Il a pour objectif, en assurant des relations de proximité avec les collectivités et les partenaires, de mettre en œuvre sur ce territoire la politique du parc dans tous ses domaines de compétence : surveillance et gestion, connaissance, sensibilisation à l'environnement et développement durable.
<i>Composition du service (effectif)</i>	Effectifs permanents : Un poste de chef.fe de secteur, un technicien patrimoine naturel adjoint au chef de secteur, un technicien agriculture/tourisme adjoint au chef de secteur, un technicien police, 6 agents techniques gardes-moniteurs, une secrétaire Effectifs temporaires : ouvriers, hôtesses, et éventuellement services civiques et stagiaires à certaines saisons (principalement l'été), agents temporaires chargés de projets
<i>Positionnement de l'agent dans l'organigramme du service, (affectation, relations hiérarchiques)</i>	La personne chargée du secteur est placée sous l'autorité hiérarchique de la directrice de l'établissement et participe au Comité de direction. Elle entretient des relations fonctionnelles avec les chef.fes de pôle du siège. Elle est placée sous l'autorité du procureur de la république pour les missions de police si elle est assermentée et commissionnée et veille à l'application de la politique pénale entre celui-ci et l'établissement.
<i>Relations fonctionnelles</i>	En interne : directrice et directeur adjoint, secrétariat général et l'ensemble des responsables de pôles et chargés de mission afin de mettre en œuvre les politiques thématiques de l'établissement. Relations de proximité géographique avec le secteur de Modane. En externe : le chef de secteur est l'ensemble des relations avec les partenaires locaux: communes et intercommunalités, habitants, offices du tourisme, socioprofessionnels en particulier agriculteurs, usagers, monde associatif. Au titre des missions de police, le procureur de la République et ses services.



<i>Affectation territoriale (siège, antenne, secteur...)</i>	Secteur de Haute Maurienne, commune de Val Cenis, Termignon.
<i>Résidence administrative</i>	Valcenis (Termignon)

MISSIONS ET ACTIVITES	
<i>Définition du poste: (Mission principale, objectifs du poste)</i>	Coordonne et s'assure de l'atteinte des objectifs de l'établissement, avec les moyens qui lui sont alloués, sur son secteur. Il/elle assure la représentation locale de la directrice, les relations avec les collectivités et partenaires, pilote l'équipe du secteur et les relations avec les services du siège.
<i>Missions et activités du poste</i>	Mission 1 : Coordonne les activités, gère et anime le secteur, assure le lien avec les acteurs locaux • Organise et anime le travail du secteur en planifiant et coordonnant l'ensemble des activités, organise les réunions de secteurs. Veille à l'équilibre des missions par l'application de la stratégie territoriale d'intervention du COB, et assure un lien étroit avec les acteurs du territoire, en particulier les élus locaux • Assure le lien avec la direction, et les pôles du siège, avec l'appui de ses adjoints • Gère le personnel (planning, congés, fixation des objectifs et évaluation annuelle des agents, bilan des activités, formation), permanent comme temporaire (hôtesses, ouvriers, animateurs), • Participe à la vie de l'établissement : CODIR, groupes de travail... • Veille au respect des consignes de sécurité par les agents et les fait appliquer, • Supervise l'intendance du secteur et sa gestion financière et comptable, • Valide et le cas échéant rédige les avis du secteur, • Participe en relation avec la mission « aménagement-urbanisme » à l'élaboration et au suivi des avis concernant des dossiers d'urbanismes et autres travaux en cœur de Parc • Conserve une disponibilité de terrain pour la connaissance du territoire et la bonne appréciation des risques et enjeux Mission 2 : Coordonne sur le secteur la mise en œuvre de la charte • Assure sur le secteur le suivi sur le secteur de la bonne mise en œuvre des actions identifiées dans le plan d'actions pour le cœur de parc 2018-2020 de l'établissement, en s'appuyant sur les techniciens adjoints du secteur et les pôles du siège, et coordonne l'appui du secteur aux partenaires locaux et les relations avec les collectivités et leurs groupements • Contribue au suivi et à l'évaluation de ce plan d'actions • Contribue à la préparation des épisodes d'adhésion à la charte • Assure, en coordination avec le siège, le suivi, le cas échéant, des conventions d'application de la charte • Assure le cas échéant une fonction de chef.fe de projet en accord avec la cheffe de pôle sur des actions identifiées, Mission 3 : Organise la protection du milieu naturel • Organise la surveillance du territoire et est amené à y participer, coordonne les missions de police de l'environnement et veille à l'application de la politique définie avec le parquet,



MISSIONS ET ACTIVITES

- Assure la mise en œuvre des délégations de la directrice en matière d'autorisations de l'établissement (circulation, survol, etc.),
- Fait appliquer les directives du parc, veille au respect des décisions d'autorisation, assure une veille sur la réglementation au niveau local (arrêtés des maires, etc.).

Mission 4 : -Décline le programme de l'établissement en matière de gestion des bâtiments et infrastructures

- S'assure du contrôle de l'état des sentiers et de la signalétique, propose les opérations de gestion et d'amélioration auprès des techniciens concernés et définit la programmation de l'équipe d'ouvriers en lien avec l'autre chef de secteur de la vallée et les techniciens concernés,
- Participe à la consultation d'entreprises pour les travaux d'aménagement concernant le secteur,
- Assure la valorisation des refuges du PNV sur son secteur : programme d'animations, signalétique, ouverture, etc. en lien avec le pôle concerné.

Mission 5 : Met en œuvre la feuille de route « connaissances »

Il/elle s'appuie pour ces missions sur le technicien patrimoine naturel du secteur qui organise les missions en lien en concertation avec les chargés de mission du siège pour :

- Assurer les missions de prospection et de suivi des espèces et milieux, la veille écologique, les inventaires et suivis,
- Organiser le cas échéant, l'appui aux collectivités et partenaires en matière d'expertise patrimoniale (dont le patrimoine culturel et les paysages) et de préservation, notamment en préalable aux aménagements.
- Le cas échéant met en œuvre des mesures de gestion sur deux APPB (Mont Cenis et Iseran)

Mission 6 : Met en œuvre la feuille de route « agriculture »

Il/elle s'appuie pour ces missions sur le technicien agriculture du secteur qui organise les missions en lien en concertation avec le chargé de mission du siège

Mission 7 : Organise les missions d'accueil, d'information et d'éducation à l'environnement:

Il/elle s'appuie pour ces missions sur le concours du technicien adjoint agriculture/tourisme secteur et sur la secrétaire du secteur pour :

- L'élaboration d'un programme d'accueil et d'animation saisonnier, suivi des hôtesses d'accueil, relations avec les OT,
- Le développement et organisation des activités d'accueil, d'information et d'éducation à l'environnement et au développement durable, pour le grand public et les scolaires,
- La présence du parc dans l'information locale (OT, médias des collectivités, etc..)
- Le suivi du programme d'exposition et de la muséographie des lieux d'exposition du parc,
- Le développement de l'interprétation de terrain,
- La veille sur l'intégration du parc au niveau local.

Mission 8 : Promotion du territoire

Il/elle relaie localement les actions en matière de développement touristique initiées par le pôle développement durable

Il/elle transmet l'ensemble des éléments du secteur méritant d'intégrer un outils de communication de l'établissement (brève, animations, actualités



MISSIONS ET ACTIVITES	
	liées au patrimoine naturel ou culturel, etc.)
<i>Intérêt, difficultés, contraintes du poste</i>	• Interlocuteur privilégié des collectivités au niveau local • Veille sur la bonne coordination et information réciproque entre le secteur, et le siège, le chef de secteur jouant le rôle d'ensemblier sur le secteur pour une bonne cohérence de l'action de l'établissement et des relations avec les partenaires; • Rôle de garant de l'application des règles de sécurité par les agents et ouvriers

DISPOSITIONS PARTICULIERES
<i>Dispositions transitoires éventuelles:</i> <i>La charte du parc a été approuvée en avril 2015 et n'a donné lieu qu'à deux adhésions sur 29 communes concernées. Dans ce contexte, un audit-médiation a été engagé pour identifier des pistes de progrès de nature à permettre de renouer le dialogue avec les collectivités. Les conclusions ont été remises et l'ensemble des parties prenantes va s'atteler dans les prochains mois à mettre en œuvre le plan d'actions présenté en février 2017. Sur le secteur de Haute Maurienne, aucune commune n'a adhéré, mais le coeur couvre une surface très importante du secteur. Le chef de secteur aura pour priorité de retisser du lien avec les communes, les socioprofessionnels, en portant des projets concrets avec les partenaires locaux et les habitants.</i>

COMPETENCES REQUISES SUR LE POSTE	
<i>Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)</i>	• Connaissance du territoire, des acteurs, du contexte administratif et politique local, • Compétences naturalistes, • Connaissances réglementaires (droit de l'environnement, urbanisme, forêts). • Un commissionnement et assermentation inspecteur de l'environnement serait un plus
<i>Savoir-faire (technique et méthodologique)</i>	• Techniques de management d'équipe, • Pratique du terrain en milieu montagnard, dont activités hivernales • Techniques d'animation et de communication en public, • Techniques de médiation territoriale, négociation et gestion des conflits, • Techniques d'interpellation, • Gestion de projets, • Gestion budgétaire, • Bureautique.
<i>Savoir-être (attitudes et comportement attendu)</i>	• Intérêt fort pour la culture montagnarde savoyarde et souhait fort d'intégration à la vie locale • Autonomie, • Adaptabilité, • Rigueur organisationnelle, • Ouverture, capacité d'écoute, d'analyse et de synthèse, diplomatie, • Force de conviction, sens pratique, • Réactivité, • Aptitude au travail en équipe, • Polyvalence.

TENDANCES D'EVOLUTION	
<i>Facteurs clés:</i> • Non adhésion de 100 % des communes du territoire à la charte	<i>Incidences sur le poste et ses missions:</i> • Rôle de médiation territoriale dans la perspective de renouer le dialogue avec



• Présence d'une commune nouvelle de taille importante avec 40 % de son territoire en cœur • Présence humaine importante en cœur de parc, liée au pastoralisme • Tensions liées à la colonisation par le loup	- les collectivités locales • Rôle de gestionnaire de projets pour reconstruire le dialogue sur des bases concrètes
---	--

PROCEDURE DE RECRUTEMENT	
Contact	Des renseignements peuvent être obtenus auprès la directrice du parc, Eva ALIACAR 04 79 62 30 54
Adresse d'envoi des candidatures	A adresser à l'attention de Mme la directrice du Parc national de la Vanoise : - par voie postale au : 135, rue du docteur Julliand 73000 Chambéry ou - par courriel adressé simultanément à : secretariat@vanoise-parcnational.fr eva.aliacar@vanoise-parcnational.fr
Composition du dossier de candidature	Le dossier de candidature comprendra : - lettre de motivation - CV
Délais- calendrier	Les dossiers de candidature doivent être adressés pour le 24 août 13h. Les personnes retenues seront convoquées pour un entretien en septembre, pour une prise de poste en janvier 2018 au plus tard.





ONCFS
Avis n° 17-55-DSI

18/07/2017

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR dès que possible
A pourvoir dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de 3 ans.
Recrutement ouvert aux contractuels.

Catégorie :	Catégorie A
Fonction :	Ingénieur(e) Réseau et Systèmes (F/H)
Affectation :	Direction des systèmes d'information (DSI) Département Infrastructure
Résidence administrative :	Saint Benoist - Auffargis (près de Rambouillet 78) - Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
visé à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : <http://www.oncfs.gouv.fr>

L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction des systèmes d'information (DSI) prépare et conduit la politique de l'établissement en matière de systèmes d'information afin de prendre en compte les besoins de l'ensemble des structures et de respecter les priorités décidées par le Directeur. La politique conduite s'appuie sur une démarche d'urbanisation des systèmes d'information.

Les implantations :

- Paris - Wagram (75) qui accueille La Direction générale, ses missions et la Direction des Ressources Humaines,
- Saint-Benoist (78) où sont situées les 2 Directions opérationnelles (Police, Recherche et Expertise), la Direction Financière, la Direction des Systèmes d'Information et l'Agence comptable,
- Le Bouchet (45) où est situé le Centre de formation de la Direction des ressources humaines,
- 10 Délégations interrégionales,
- Environ 90 services départementaux ou interdépartementaux,
- Une dizaine de Brigades mobiles d'intervention (BMI),
- 5 Unités de recherches et d'expertise réparties sur le territoire,
- Soit environ 150 sites.

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) est composée de 3 Pôles, d'un secrétariat (1 personne) :

- Pôle Assistance à maîtrise d'ouvrage, conduite de projet et support applicatif (3 personnes),
- Développement et SIG (3 personnes),
- Pôle Infrastructure, réseau, système, sécurité et postes de travail (2 personnes),
- Pôle Assistance utilisateurs et relations utilisateurs (11 personnes).

1 500 postes et 2 petits Datacenter, 14 serveurs applicatifs ou bureautiques sont répartis sur une dizaine de sites, en réseau VPN.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Responsable de Département Infrastructure, l'ingénieur(e) aura pour mission de participer activement à la gestion quotidienne de l'Infrastructure, de travailler dans une démarche prospective sur l'évolution de celle-ci, de rédiger et de tenir à jour les documents d'exploitation.

Activités principales

➤ **Technicité**

- Créer, recenser, documenter l'ensemble des scripts batchs et leurs temps moyens d'exécution et login scripts, GPO.
- Gérer à la fois l'infrastructure, le réseau, l'évolution de l'ensemble.
- Participer à la recherche de nouvelles solutions de supervision d'Infrastructure au niveau réseau et système.
- Garantir la sécurité de fonctionnement de l'ensemble.
- Anticiper, par une démarche proactive, la maintenance prédictive des installations.

➤ **Rédaction**

- Formaliser les documentations d'exploitation.
- Relire et reproduire des procédures d'exploitation.
- Produire des schémas visuels réseau, visuels des serveurs, visuels serveurs / applicatifs.
- Rédiger des cahiers des charges, conformément aux exigences des marchés publics, et suivre l'exécution administrative de ceux-ci.

➤ **Communication**

- Contrôler la qualité de la compréhension des documents existants.
- Participer à la mise en place des méthodes de diffusion aux différents acteurs.

Ces éléments ne sont pas exhaustifs et pourront être amenés à évoluer en fonction des besoins

Profil attendu

Connaissances	Réseau de communication (IP, VLAN, Routage, Services réseaux connexes DNS, DHCP, Radius...). Système (Windows, Annuaire Active Directory). Virtualisation (VMWare). Sauvegardes Veeam. Matériel : Routeur, Commutateurs, Bornes d'accès réseau sans fils, Serveurs, Stockage, ... Des connaissances globales des outils et modes d'administration. Console Admin réseau sans fil (à acquérir). Console Microsoft (AD, ...). Console applicatif. Console VmWare. Console de sauvegardes (type Veeam,...). Console de supervision (type Nagios...). Bonnes Maitrise de la Sécurité. (pentest, web...). Windows 7 et 2008 Server;2012 Server, Linux Redhat, Centos. Maîtrise ITIL. Gestion des tickets sur l'outil (Pythéas). Maîtriser les technologies Open Source et Commerciales.
----------------------	---

Savoir faire	Intégrer la logique des moyens informatiques mis en œuvre (notion globale). Reproduire l'ensemble des documentations en respectant la « charte » des documents existants. Administrer, gérer, sécuriser les plateformes WEB. Formaliser les actions d'administration. Recenser les interfaces d'administration. Administrer les outils d'infrastructure. Repérer et supprimer les éventuelles incohérences. Formaliser les actions d'exploitation. Recenser les interfaces / processus d'exploitation (outils, scripts, ..). Structurer le suivi des processus d'exploitation ; Apporter l'aide à la résolution des incidents informatiques (paramétrage, ...). Rédiger des Shell script. Savoir piloter, gérer un projet et travailler dans ce mode en interne et avec des prestataires extérieurs. Conduire un marché public : rédaction d'un cahier des charges, analyse des offres, suivi du marché sur l'ensemble des aspects tant administratifs, que techniques et budgétaires.
Savoir-être	Rigueur. Pragmatisme. Sens de la méthode. Qualités relationnelles, sens du dialogue. Sens du travail en équipe et des relations avec les utilisateurs, les prestataires et les éditeurs.

Diplôme et expérience

Une formation initiale de niveau I en informatique de type Master (Master I, Bac+5) avec de préférence une première expérience au sein d'un service informatique. Certification VmWare / MCSE / ITIL.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

M. Thierry THOMAS - Directeur des Systèmes d'Information par téléphone au 01.30.46.60.81, ou par courriel à thierry.thomas@oncfs.gouv.fr

ou

M. Trung-Hien PHAM - Responsable du Pôle Infrastructure par courriel à trung-hien.pham@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 22 août 2017** - terme de rigueur -, par lettre de motivation et curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer impérativement aux deux adresses suivantes :
recrutement@oncfs.gouv.fr & thierry.thomas@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
 Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram-75017 PARIS.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Ecole nationale vétérinaire d'Alfort
7 av. du général de Gaulle, 94700 Maisons-Alfort
Directeur(trice) Adjoint(e)

N° du poste : Catégorie : A+ IPEF, IPAC, ISPV, IR, EC, cadres supérieurs fonction publique d'État	
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'École nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche relevant du Ministère de l'Agriculture qui entretient des liens forts avec son environnement universitaire et scientifique (Inserm, Université Paris Est-Créteil, ANSES, INRA...). Elle forme près de 700 élèves répartis en cinq promotions. Les enseignements interviennent sur trois sites : à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), au Centre d'Imagerie et de Recherche sur les Affections Locomotrices Équines (CIRALE) de Goustranville (Calvados) et au Centre d'application de Champignelles (Yonne). L'enseignement clinique est notamment dispensé au sein du centre hospitalier universitaire vétérinaire (ChuvA) qui délivre environ 18 000 consultations par an. Sa recherche est organisée selon deux domaines d'excellence - infectiologie animale et santé humaine, physiologie et physiopathologie des modèles animaux – et regroupe cinq unités mixtes de recherche, quatre unités sous contrat et deux unités propres. Elle vient d'intégrer le classement de Shanghai dédié aux sciences vétérinaires et devient ainsi le seul établissement français présent dans le top 50 de cette catégorie. Elle héberge le Musée Fragonard, classé Musée de France. Installée sur un site de dix hectares, elle fonctionne grâce à 400 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques titulaires et contractuels. Son budget annuel s'établit à environ 20 M€, dont 5 M€ de masse salariale sur ressources propres. Son schéma pluriannuel de stratégie immobilière s'appuie sur un contrat de performance Etat-Région 2015-2020 d'un montant de 45M€. Dans ce cadre, la construction de trois nouveaux bâtiments est programmée.
Objectifs du poste	Dans un cadre de gouvernance rénové, le(la) directeur(trice) adjoint(e) est le véritable bras droit du Directeur de l'EnvA, sous l'autorité directe duquel il(elle) est placé(e). Il(elle) peut le suppléer autant que de besoin. Le(la) directeur(trice) adjoint(e) assiste le Directeur dans le pilotage des activités de l'établissement (enseignement, recherche, activités cliniques, gestion administrative). Il(elle) contribue à l'élaboration de la stratégie et de la politique de l'EnvA. Il(elle) prend une part déterminante dans l'optimisation et la modernisation de son fonctionnement notamment en développant le management par la qualité. Il(elle) veille au renforcement de ses modes de gouvernance en mettant en place, avec l'appui du Secrétariat général et des responsables de l'établissement, un système de pilotage et d'amélioration permanente des

	pratiques, conforme aux référentiels nationaux et internationaux qui s'appliquent à l'EnvA. Il(elle) contribue à l'enrichissement des relations avec les interlocuteurs au sein de l'établissement et les partenaires extérieurs. Il(elle) peut représenter l'EnvA dans les différents réseaux territoriaux, nationaux et internationaux . Le(la) Directeur(trice) adjoint(e) est membre de l'équipe de Direction et intègre un collectif de travail soucieux de porter une dynamique de changement pour faire face aux nouveaux défis de l'école. Il(elle) est invité(e) à tous les conseils statutaires de l'EnvA.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	En appui du Directeur, et en relation très étroite avec lui, le(la) Directeur(trice) adjoint(e) est particulièrement amené à : • Participer à la définition des orientations de l'établissement et de ses modes de gouvernance et superviser leur bonne mise en œuvre ; • Établir la stratégie de développement des partenariats que l'EnvA met en place, tant avec les structures d'enseignement technique et/ou supérieur qu'avec les instituts de recherche et les agences, localement, en France ou à l'étranger ; • Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet d'établissement et du Contrat d'objectifs et de performance ; • Promouvoir le développement d'une politique de management par la qualité sur l'ensemble des activités de l'établissement ; • Mettre en place un système de suivi et d'évaluation annuelle des grands secteurs d'activité de l'établissement, dans l'objectif notamment d'améliorer les outils de pilotage ; • Coordonner la préparation des évaluations et agréments nationaux ou européens auxquels l'EnvA est soumis (HCERES, AEEEV) ; • Représenter l'établissement dans les instances externes à l'établissement et dans les instances internes de gouvernance et de fonctionnement de l'établissement ; • Piloter tout projet qui lui serait confié par le Directeur. Il(elle) exerce ses missions en coordination avec celles de la Secrétaire générale et des directeurs en charge des différents secteurs d'activité. <u>Conditions particulières d'exercice</u> : forte disponibilité
Champ relationnel du poste	Responsable hiérarchique direct : Directeur Le(la) Directeur(trice) adjoint(e) est en relation avec tous les acteurs internes de l'établissement ainsi qu'avec l'ensemble des partenaires externes : tutelle, collectivités locales et territoriales, établissements membres de la COMUE UPE, établissements de l'enseignement supérieur agricole, organismes de recherche, organismes d'évaluation (HCERES, AEEEV), organismes professionnels vétérinaires, industriels partenaires, médias...
Compétences liées au poste	• Capacités d'analyse, de synthèse et d'anticipation ; • Capacités à conduire et accompagner le changement ; • Expérience de management des structures et des équipes ; • Sens de l'innovation ; • Expérience de relations avec les tutelles et les partenaires publics et

	privés ; • Capacité à impulser, suivre et évaluer des projets ; • Capacité à rédiger des documents stratégiques.
Personnes à contacter	Christophe Degueurce, Directeur par intérim Tel. : 01 43 96 71 80 Mél : direction@vet-alfort.fr
Cadre réservé à une publication au « 2^e cercle »	Date limite de candidature : 15 septembre 2017

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Oniris

Site de la Chantrerie - CS 40706 - 44307 NANTES CEDEX

Coordinateur administratif et financier du Centre Hospitalier Universitaire Vétérinaire d'Oniris,

N° du poste :	
Catégorie : A	
Classement du poste catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP :
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Oniris (www.oniris-nantes.fr), Ecole Nationale Vétérinaire, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation Nantes-Atlantique assure notamment la formation de vétérinaires et d'ingénieurs en agroalimentaire et en biotechnologies de la santé. Oniris est dotée d'un Centre Hospitalier Universitaire Vétérinaire, plateforme au service de ses missions d'enseignement et de recherche, ainsi que du public. L'activité du CHUV concerne toutes les espèces animales et comprend trois hôpitaux (animaux de compagnie, chevaux et animaux de production), avec environ 25.000 consultations annuelles. Le CHUV regroupe des activités cliniques variées et de haut niveau. Le poste est situé sur le site de la Chantrerie
Objectifs du poste	Sous l'autorité du directeur du Centre Hospitalier Universitaire Vétérinaire , le coordinateur devra organiser, coordonner et superviser le fonctionnement régulier et continu des services administratifs et techniques de la structure
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Missions Ses missions principales consistent à organiser et à optimiser le fonctionnement quotidien de l'Hôpital, en relation avec les responsables de chacun des services. Il a autorité pour répartir les locaux, les ressources humaines allouées par le directeur général d'Oniris, les moyens techniques et les budgets de fonctionnement et d'investissement. Il met en œuvre la stratégie élaborée par la direction générale de l'établissement pour ce qui concerne le CHUV, dans le respect des procédures et règlements applicables. Il dispose pour assurer ses missions d'une assistante de direction. Activités Activités administratives et budgétaires Construire les budgets, préparer les contrats et marchés, assurer le suivi budgétaire, co-élaborer les tableaux de bords nécessaires au pilotage des activités en relation avec les différents services concernés du secrétariat général ; • Optimiser les recettes cliniques et maîtriser les dépenses, en incluant la masse salariale, avec une identification claire et documentée des surcoûts pédagogiques acceptables liés à la formation des étudiants ; • Gérer l'ensemble des locaux affectés au CHUV, en relation avec les chefs des services hospitaliers correspondant, pour en optimiser le temps d'utilisation ; • Suivre l'inventaire et optimiser l'utilisation et le renouvellement des équipements structurants du CHUV, avec un objectif d'anticipation pluriannuelle de renouvellement ; • Participer à la mise en place et au suivi mensuel d'un contrat d'objectifs an-

	nuel entre la Direction générale d'Oniris et le CHUV ; • Décliner en interne ce contrat d'objectifs en contrats avec chacun des services hospitaliers ; • Gérer la pharmacie centrale sur le plan administratif et financier, en relation avec le responsable des pharmacies et du circuit du médicament. • Coordonner la politique tarifaire du CHUV, proposée à la Direction Générale : calcul des coûts de revient, définition des marges, prix préférentiels. Activités managériales • Définir <i>annuellement</i>, en relation avec le Directeur du CHUV, le bureau du CHUV et chacun des responsables de service, les organisations-cible en termes de ressources humaines et matérielles et de locaux, proposées ensuite pour arbitrage à la Direction générale d'Oniris ; • Animer avec le Directeur du CHUV les réunions du bureau du CHUV et les réunions de pilotage du CHUV ; • Gérer l'ensemble des personnels affectés au CHUV (recrutement, congés, plannings et horaires, formation), en relation avec le chef du service hospitalier auquel ils sont affectés ; • Organiser chaque année, sous la présidence du Directeur du CHUV et en coordination avec les responsables de service, les jurys de recrutement des assistants hospitaliers, des auxiliaires spécialisés et des aides-soignants ; • Favoriser l'émergence d'activités de recherche clinique au sein du CHUV. • Gérer les litiges et les contentieux avec les clients, y compris les impayés ou les délais de paiement, en relation avec le Directeur du CHUV, le service financier et comptable et la juriste de l'établissement. • Participer à la communication interne et externe du CHUV (choix des informations et des supports) Démarche qualité (en lien avec la responsable qualité de l'établissement) • Améliorer la transversalité et la mutualisation des activités des services hospitaliers, en termes de locaux, d'équipements, de bonnes pratiques cliniques, de transferts de cas, de devis et de consentements éclairés, de relation au client, de relations avec les vétérinaires référant des cas et de facturation ; • Participer aux réflexions coordonnées destinées à proposer des scénarios d'évolution du système d'informations hospitalier ; • Assurer la mise en œuvre d'une démarche qualité au CHUV et d'une charte qualité vis-à-vis des clients et des vétérinaires référents des clients ;
Champ relationnel du poste	- Direction Générale d'Oniris - Directeur du CHUV - Responsables de services du CHUV - Personnels administratifs et techniques du CHUV - Responsable qualité d'Oniris - Secrétariat général
Compétences liées au poste	Savoirs et savoir-faire Maîtriser les règles et procédures administratives et de gestion, de préférence dans le domaine de la santé ; • Maîtriser les techniques de management pour définir et faire appliquer des contrats d'objectifs et conduire le changement ; • Anticiper les évolutions et proposer des innovations ; • Maîtriser les techniques de communication écrite et orale ; • Maîtriser les méthodes de conduite de projet ; • Savoir gérer les situations conflictuelles et rendre des arbitrages ; • Maîtriser la réglementation des finances publiques, les procédures et techniques d'analyse financière et de contrôle budgétaire.

	• Une expérience préalable d'une direction de structure similaire ou équivalente est recommandée. • Une bonne connaissance du statut des personnels des établissements publics est souhaitée. • Une connaissance des méthodes d'amélioration continue (assurance qualité) est souhaitée. • Une maîtrise de l'anglais scientifique et médical est bienvenue. Le candidat doit être doté d'excellentes aptitudes relationnelles, être autonome et rigoureux. Il doit faire preuve de fortes capacités d'organisation, d'adaptation et de négociation, d'encadrement et d'animation d'équipes
Personnes à contacter	Direction générale d'Oniris : Pr Marc Gogny, Directeur général adjoint, +33 (2) 51 78 54 20 marc.gogny@oniris-nantes.fr
Cadre réservé à une publication au »2^e cercle »	Date limite de candidature : 4 août 2017